

En France aussi on proteste contre les drones

13.09.2013

Categories: Embargo militaire

En juin 2013, l'Association France-Palestine a publié sur son site une lettre ouverte à Jean-Yves le Drian, Ministre de la Défense, pour protester contre le projet d'achat de drones de surveillance à Israël ou aux Etats-Unis.

[Lettre ouverte:](#)

Monsieur le Ministre,

Vous venez de l'annoncer : la France souhaite acheter des drones de surveillance, et Paris négocie actuellement avec les deux pays qui en produisent, Israël et les États-Unis.

Une telle décision, si elle était mise en œuvre, serait totalement incompréhensible et lourde de conséquences. Et ce, au-delà même du débat sur l'usage des drones, qui servent à faire la guerre, avec « zéro mort » du seul côté de ceux qui bombardent les populations.

Car vous savez comme nous que les drones produits par Israël ont été pour la première fois testés contre la population civile libanaise lors de l'invasion du Liban en 1982 qui a fait des milliers de morts. Vous savez comme nous que le gouvernement israélien les a utilisés pour l'élimination physique de plusieurs responsables politiques palestiniens. Vous savez comme nous que ces drones sont aujourd'hui utilisés sans relâche contre la population de la bande de Gaza assiégée. Vous savez comme nous que la bande de Gaza sert de laboratoire aux nouvelles technologies de guerre israéliennes et que Tel-Aviv y a même employé des bombes à phosphore. Vous savez comme nous que l'Onu a dévoilé les crimes de guerre israéliens, voire de possibles « crimes contre l'Humanité » contre la population civile de Gaza. Vous savez comme nous qu'Israël ne pourrait produire ces drones sans les exportations qui les financent. Vous savez comme nous qu'en acheter, c'est aider Tel-Aviv à en produire pour servir l'occupation.

La France dénonce l'occupation israélienne de la Palestine, condamne la colonisation. Et non seulement elle ne sanctionnerait pas ces violations du droit international qui empêchent toute perspective de paix, mais en plus elle achèterait des technologies de guerre à l'occupant ?

Monsieur le Ministre, au nom du droit, nous vous demandons solennellement de renoncer à une telle décision.

Taoufiq Tahani, Président de l'AFPS

